

Gestion Decentralisee Du Developpement Economique Au Maroc

"La décentralisation est un processus qui consiste pour l'État à transférer au profit des collectivités locales des compétences et les ressources correspondantes. D'une manière triviale, il s'agit d'un transfert de compétences et de moyens de l'État à des institutions distinctes de lui. Celles-ci bénéficient d'une autonomie de décision et d'un budget propres, sous la surveillance du ministère de l'Intérieur chargé de la décentralisation. Ce dernier vérifie simplement la légalité des actes émis par les collectivités locales. C'est pourquoi cette réflexion vise à interpeller les pouvoirs publics sur les pratiques et les enjeux de la décentralisation en rapport avec le développement local au Gabon. C'est une invite au débat sur la gestion et l'autonomisation des collectivités locales, amorcée dans les années 1990, mais qui tarde encore à se concrétiser, et ce, malgré le vote de la loi organique 15/96 du 6 juin 1996 relative à la décentralisation." Au travers de ce recueil d'articles, ce sont des auteurs, provenant d'horizons disciplinaires divers, qui se mettent au chevet d'une décentralisation gabonaise inefficace. Mise à jour des difficultés rencontrées, recherche de voies alternatives, enjeux pour le développement local: autour de ces trois axes gravitent des textes qui soulignent tout ce que la décentralisation a de potentialités en termes de citoyenneté, d'égalité, d'aménagement du territoire, de démocratie participative, de formation de l'élite locale, de gestion des ressources, d'environnement... En cela, voici un effort collectif éminemment politique, au sens le plus noble du mot.

This volume provides a comprehensive overview of the role of local governments around the world in the management of the migration, integration and development nexus. Drawing on case studies from the Global North and South, this comparative work fills a lacuna in the existing literature which has focused largely on migration as addressed by European and North American cities. Further, it widens the current debate by confronting northern experiences with attitudes and strategies observed in sending countries; clearly demonstrating that international mobility has become a global issue for cities at both end of the migration spectrum. This innovative work will provide a valuable resource for students and scholars working in the social sciences, public policy and development; in addition to practitioners and policymakers.

De plus en plus, nous vivons en milieu urbain. Les villes occupent désormais une place centrale dans l'organisation et la transformation des pays. Toutefois, loin d'être un tissu tendant à l'homogénéité, on assiste, corrélativement à cet essor, à une dégradation de certains quartiers retranchés dans la pauvreté et les difficultés, voire à l'apparition d'une nouvelle forme de ségrégation. Pour enrayer ce phénomène, des politiques de régénération urbaine ont été lancées, notamment celles dites de développement urbain durable fondées sur des approches intégrées. Celles-ci font aujourd'hui l'objet de l'attention de l'ouvrage composé par Pierre Laurence, chercheur qui fait le choix de la comparaison des mises en oeuvre de politiques urbaines de revitalisation au sein de trois quartiers de part et d'autre de l'Atlantique (La Croix-Rousse à Lyon, Sainte-Marie à Montréal, et les premiers quartiers de Trois-Rivières au Québec). Si la ville est appelée à devenir le lieu de vie privilégié de l'humanité, si l'on ne veut pas qu'elle se fragmente et devienne territoire d'inégalité, il y a urgence à repenser son développement, son fonctionnement, ses stratégies et méthodes d'intervention de développement urbain. Dès lors, quel est le rôle des acteurs ? Quels leviers convient-il d'actionner ? Comment tenir compte dans un contexte urbain en mutation de la mise en oeuvre d'approches intégrées de développement urbain durable ? Quels en sont les leviers ? Et comment développer des formules de gestion urbaine nouvelles mettant en synergie les différents acteurs de la ville ? Telles sont les questions soulevées au cours de la recherche menée par Pierre Laurence qui, via une étude comparative de cas en matière de revitalisation

de trois quartiers auprès d'une centaine d'acteurs selon une conception durable du développement urbain, interroge les enjeux et les limites de ce type de démarche, en particulier la reconfiguration profonde des modes d'intervention en matière de revitalisation. Cet ouvrage aborde la question du développement durable à Madagascar, un pays qui associe à une exceptionnelle biodiversité la grande pauvreté de la majorité de ses habitants. Il est l'aboutissement de travaux de recherche visant à étudier les politiques environnementales et l'action collective locale, insérées dans des pratiques d'aide au développement. Quels sont les enjeux de développement durable à Madagascar par rapport au contexte international et quelles sont les conditions de mise en place et de réalisation des politiques environnementales ? De quels moyens dispose-t-on à Madagascar pour élaborer des politiques et des stratégies de développement durable ? Les expériences locales contribuent-elles au renouvellement des réflexions sur le développement durable ? Cet ouvrage vise un large public : les chercheurs du Nord comme des Suds, les acteurs de terrain, les enseignants et les étudiants intéressés par la thématique du développement durable dans les pays en développement.

La mondialisation et la montée de la nouvelle économie posent un défi aux acteurs de la société civile. Comment résister aux vagues de suppression d'emplois ou aux réorganisations sectorielles ? Comment assurer le développement ou la survie de sa région malgré les fortes turbulences provoquées par l'apparition, la disparition et le réaménagement de pans entiers de l'économie ?

Au cours des dernières années, la sécurité est devenue un objectif central des gouvernements. La doctrine de sécurité nationale de l'Administration Bush (2002), celle des pays Etats européens, en commun avec les Etats-Unis (Concept stratégique de l'OTAN, 1999) ou seuls (Stratégie Européenne de sécurité, 2003) adoptent une nouvelle vision de la mondialisation. Ces documents déclarent que, en plus des menaces armées, la sécurité nationale inclut désormais de nombreuses dimensions (énergie, environnement, droits de propriété privée...) auxquels il convient de parer, y compris par des moyens militaires. La plupart des gouvernements de la planète reprennent à leur compte un agenda sécuritaire qui mêle trop souvent les ennemis de l'" extérieur " et ceux de l'" intérieur ". Dans les pays développés, les salariés confrontés à l'insécurité au travail, les populations sans droit ; dans les pays du Sud, les communautés dont on privatise les terres et les espèces végétales, les victimes de catastrophes climatiques (la " fracture " climatique redouble la " fracture " sociale) et de maladies de destruction massives, celles et ceux qui vivent sous des régimes autoritaires, demandent également plus de sécurité. L'exigence de sécurité n'est pas nouvelle mais elle va croissante. Dans le contexte de la mondialisation dominée par la finance débridée et des dangers qui menacent l'humanité, les enjeux et conflits de mobiles sécuritaires ainsi que leur instrumentalisation sont au centre de cet ouvrage, fruit d'un travail commun mené par des économistes, des juristes, des politistes et des sociologues.

Après la décolonisation, l'Afrique connaît aujourd'hui les mutations économiques, sociales, culturelles et politiques les plus profondes et les plus significatives de son histoire contemporaine, au point que l'on peut sans doute lui espérer un avenir plus rapidement prometteur que ne le prédisaient les experts les mieux avisés des trente dernières années. Reste qu'il est essentiel de s'entendre sur la signification et le contenu de cette promesse : faire en sorte que la démocratie s'installe durablement, que l'économie rejoigne le social et que les dynamiques émergentes s'inscrivent dans un développement soucieux de la réduction de la pauvreté encore massivement présente. Un des enjeux les plus significatifs de cette exigence, est de miser sur un développement territorialisé, proche des populations et de leurs besoins. Un développement qui fait de la proximité, la préoccupation première des décideurs et des développeurs, pour penser de nouvelles formes de gouvernance et de participation de la société civile, mais aussi, la promotion d'une économie centrée sur la valorisation des ressources et des savoir-faire locaux. C'est à ce prix que les politiques de lutte contre la

pauvreté pourront enfin bénéficier des leviers adéquats pour reculer de manière significative. Ce livre traite ainsi de la manière dont la question territoriale est aujourd'hui prise en compte dans les politiques publiques, mais aussi les programmes de la coopération internationale. Il en souligne l'intérêt, mais aussi les obstacles, pour proposer une approche du développement local qui soit enfin à la hauteur des besoins et des enjeux de cet indispensable "changement de cap".

Depuis ces dernières décennies les processus de la décentralisation ont eu beaucoup d'influence sur les nouvelles visions des politiques de développement de nombreux pays africains. Cette influence s'est traduite par des processus de communalisation intégrale des territoires avec des possibilités. pour les populations rurales de prendre une part active dans la gestion des affaires locales. Cependant, ces processus interviennent dans des contextes socio-économiques difficiles marqués par la rareté des ressources humaines et financières dans la majorité des pays. De nombreuses questions sont donc soulevées sur la capacité des élus locaux à surmonter les multiples difficultés et à répondre aux attentes des populations. Pour certains observateurs de la vie politique et économique de ces différents pays, outre le niveau de pauvreté souvent élevé pour les populations des campagnes, les risques de politisation excessive l'emporteront sur les préoccupations de développement. De ce fait, affirment-ils, les risques d'échecs sont globalement certains et les succès aléatoires. A partir de l'analyse de l'expérience récente du Burkina Faso en matière de communalisation en milieu rural, cet ouvrage essaie une analyse des enjeux, des espoirs et des défis. Il relate un bref historique de la décentralisation dans le pays ; les grands axes de la dynamique rurale de la décentralisation ; les défis à relever pour réussir la communalisation rurale et enfin, dresse le profil des élus locaux et leurs aptitudes à promouvoir le développement local. Au total, les thèmes abordés montrent qu'au-delà de la création juridique et administrative des communes rurales, leur légitimité et leur crédibilité dépendent de la capacité des femmes et des hommes élus à répondre aux attentes et aux besoins des populations en exerçant efficacement leurs fonctions.

Depuis la fin des années 1990, l'urbanisation se déroule à un rythme spectaculaire autour des métropoles et grandes villes du Maghreb. De fait, les périphéries y représentent aujourd'hui plus de la moitié des zones construites et concentrent une majorité de citadins : ménages en provenance des anciens quartiers (ville-centre et banlieue) ou d'autres villes ; individus et familles récemment arrivés de leurs campagnes ; migrants internationaux, etc. De plus, les grands projets immobiliers et d'infrastructure s'y sont multipliés. En quelques années, ces périphéries sont devenues des espaces stratégiques où se joue le devenir des villes et de leurs sociétés. Dans un contexte marqué par la raréfaction des réserves foncières et par la concurrence accrue entre les métropoles à l'échelle internationale, les enjeux sont à la fois économiques, sociaux et politiques. L'ouvrage, qui s'appuie sur des travaux de terrain principalement conduits entre 2006 et 2011 à Tunis, Alger et Oran, Casablanca, Rabat-Salé et Fès, s'efforce de qualifier les tendances majeures de la gestion politique et territoriale de ces périphéries. Prenant acte de la « tyrannie de la contingence » (crise financière internationale, « printemps » arabes), ses auteurs montrent que l'aménagement et la gestion des villes de la région n'échappent pas aux grandes évolutions actuelles en matière de gouvernance et de fabrication urbaine, qu'il s'agisse de la montée en puissance de l'urbanisme de projet ou de la financiarisation et de la standardisation des modes d'intervention et de pilotage de l'action publique. Une attention particulière est portée à la réhabilitation des quartiers populaires, dont les objectifs se sont déplacés (lutte contre les islamistes, valorisation d'un foncier parfois situé près des centres des villes) et aux modalités transformées en raison du renforcement des mobilisations habitantes au fil des années. Bien sûr, les périphéries ont progressivement été intégrées aux territoires de l'État, que cela se fasse de concert avec les grands projets d'aménagement ou, de façon plus classique, par le resserrement des mailles administratives

et de gestion communale. C'est notamment le cas à Casablanca, où les périphéries sont devenues des lieux privilégiés pour la construction de nouveaux territoires politico-administratifs par les élites de proximité, qui montrent ainsi leurs capacités à mobiliser un certain nombre de ressources pour y acquérir ou y accroître leur légitimité.

La décentralisation impose au territoire trois enjeux majeurs : richesse, performance, développement. Pour la première fois voici dévoilés, accessibles à tous, les ressorts fondamentaux du développement économique local. Dans un style imagé et direct, Jacques Godron démonte le processus de développement, nous livre des solutions inédites et rigoureuses, des outils innovants et simples d'emploi, des analyses créatives et concrètes. Qui veut réellement développer son territoire sait maintenant ce qu'il faut faire, pourquoi le faire et comment le faire..

La coopération décentralisée est une coopération particulière entre les collectivités territoriales françaises et leurs homologues étrangers qui permet de réaliser des actions de développement local. Si les actions de coopération transfrontalière sont inéluctables et nombreuses, les actions dans le cadre de la coopération pour le développement et de la coopération au niveau communautaire se développent selon les besoins locaux et la volonté politique. Principalement orienté vers la coopération transfrontalière, le droit français autorise cependant toutes les actions de coopération. L'article 65 de la loi du 2 mars 1982 a permis aux collectivités locales de mettre en œuvre des actions transfrontalières dans le cadre de leurs compétences afin de réaliser des actions de développement. Toutefois les restrictions et les imprécisions de cet article ont amené les différents acteurs à rechercher une légitimité de ces actions dans l'article 72 de la Constitution et dans la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités locales. Face à la multiplication des actions, la législation autorise désormais, dans certaines limites, les collectivités territoriales française à mener des actions avec leurs homologues étrangers dans le cadre d'un organisme de coopération. Soutenus par le Conseil de l'Europe pour les actions transfrontalières et interrégionales communautaires, les Etats ont conclu des conventions internationales et mettent en place des commissions inter-étatiques sur certaines frontières. Mais pour concrétiser les actions de coopération décentralisée, les collectivités territoriales doivent recourir à des organismes de coopération dotés ou non de la personnalité juridique qui concourent à la connaissance mutuelle, au rapprochement et à la réalisation de projets d'intérêt commun. Cependant la multiplication de ces organismes ne permet pas toujours de résoudre toutes les difficultés et provoque une impression anarchique et redondante voire même d'inutilité pour certaines structures. Si une création rationnelle et pragmatique des organismes de coopération s'impose aux collectivités territoriales, les Etats doivent parallèlement s'engager à harmoniser leurs droits internes, les structures ne pouvant à elles seules résoudre les difficultés récurrentes rencontrées dans le cadre des actions de coopération.

Considérée comme un outil du développement durable, l'économie de l'environnement représente une réelle opportunité d'accélération de la croissance durable et continue de susciter de nombreux espoirs. Ce manuel "Économie et gestion de l'environnement et des ressources naturelles", voulu par l'Institut de la Francophonie pour le développement durable et l'Université Senghor d'Alexandrie, capitalise plus de deux décennies d'expériences et de connaissances à travers le monde. C'est un véritable ouvrage de référence, une contribution à la compréhension de la pratique de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles. Ce document didactique et pratique, accessible librement à tous, est destiné à un large public, professionnel ou non, aux administrations publiques ou privées, aux organisations non gouvernementales, etc.

Région méridionale du Sénégal, la Haute-Casamance a fait l'objet de peu d'attention de la part des chercheurs en sciences sociales, contrairement à son homologue de la basse vallée, à

vocation touristique et piscicole, sur le devant de la scène grâce à une rébellion qui n'en finit pas. A l'écart du Sénégal "utile", cette région périphérique est pourtant au centre de fructueux échanges entre les deux Guinées, la Gambie et le Nord du pays, et elle possède un riche potentiel pastoral et agricole. Elle est devenue le deuxième bassin arachidier du Sénégal depuis la fin des années 1990, et ses dernières réserves sylvicoles attisent les appétits fonciers des marabouts de la zone sahélienne. Au sein du monde peul de l'Afrique de l'Ouest, le Fuladu (région des Peuls de Haute-Casamance) a la particularité d'avoir été une zone de refuge pour de nombreux peuples d'origine captive qui se sont fulanisés et pour des éleveurs qui ont fui leur terre d'origine du fait des crises politiques ou climatiques, des guerres ou de l'impossibilité de vivre leur religion. Cet ouvrage, fruit de cinq années de recherches, tente de combler ce vide. Il analyse les raisons de la lente mise en valeur de cette région, en mettant en avant les conditions d'utilisation des ressources agrosylvo-pastorales par les différents peuples qui composent le Fuladu. A travers l'étude de la décentralisation, il montre la faible intégration politique de la Haute-Casamance au niveau national et la difficile structuration politique de ce territoire au peuplement diversifié. Les différentes tentatives de l'Etat sénégalais pour développer cette région de savane et la rattacher au reste du pays, notamment par l'introduction de la culture du coton, ont porté peu de fruits et se sont heurtées à la primauté donnée à l'élevage extensif.

Présente les politiques économiques et financières des pays méditerranéens, les perspectives de paix et de développement économique au Moyen-Orient ainsi que les enjeux d'une coopération décentralisée.

Ce livre est un essai de décryptage des déterminants de la politique de l'Etat marocain pour ce qui est de la décentralisation économique. Il ambitionne de dévoiler les explications réelles à la faiblesse du pouvoir économique décentralisé. Il interroge, en le faisant, le régime juridique des institutions décentralisées ainsi que le processus de conception des politiques publiques à caractère économique au niveau local. Cet ouvrage part du constat que l'Etat marocain a encore du mal à accepter un concurrent pour assumer les missions du développement économique local. Les exigences de la légitimité politique expliquent une telle situation. Les collectivités locales sont, de fait, largement dominées par les pouvoirs centraux. Le développement local est, par ailleurs, plus qu'avant très fragilisé en raison de sa politisation excessive. La divergence des intérêts en cause s'est traduite par des incohérences nuisibles au niveau local. Il en résulte une approche plutôt redistributive que créatrice des richesses. Les pouvoirs décentralisés, dans ce contexte, sont mal préparés pour conduire sciemment le développement des territoires.

La coopération décentralisée pose les bases d'un nouveau type de partenariat qui prend racine dans la recherche du développement durable dont l'une des solutions réside dans la rénovation des filières de gestion de l'aide au développement. Elle est donc le moyen de diversification et de décentralisation des centres de décisions en matière de gestion de la politique de coopération internationale surtout relative à cette aide. Aussi en marge des relations internationales purement étatiques et exclusivement politiques se construisent-elle une nouvelle donne incarnée par la coopération décentralisée des collectivités territoriales encore appelée coopération " de collectivité à collectivité ". A cet effet, ces personnes prennent des actes qui ne se classent pas aisément dans une catégorie précise ou un ordre juridique unique du fait de l'existence parfois de plusieurs éléments d'extranéité. Dans la perspective de la construction d'un espace communautaire harmonisé, les collectivités territoriales et notamment les régions deviennent l'instrument de mise en œuvre de la politique

européenne. Ainsi, la réforme des fonds structurels et la création d'une commission nationale de coopération décentralisée participent de la réalisation de cet objectif. Dès lors, un engagement important et coordonné est amorcé en faveur de l'intérêt de ce nouvel exercice de liberté locale. Cette démarche va devenir le point d'appui d'une orientation convergente des politiques locales en vue d'une reconnaissance officielle de l'action internationale des collectivités locales. Si bien que la mutation des relations Nord/sud reste surtout caractérisée par l'entrée en scène des collectivités territoriales marquant ainsi la fin du monopole étatique et le début de l'émergence des collectivités territoriales dans les relations internationales du développement. En ce moment-là, la coopération décentralisée devient la nouvelle alternative du développement économique et social. Dans l'analyse de cette coopération décentralisée, l'approche juridique des actes et des acteurs de ce nouveau type de partenariat est un volet important. Elle contribue à la détermination de la nature des conventions conclues. Quant aux aspects de son évolution pratique, elle correspond à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces conventions ou des projets qu'elles contiennent. L'expérience partenariale des collectivités territoriales franco-comtoises et ouest-montagneuses de la Côte d'Ivoire a pour objectif d'élucider tous ces propos.

La gouvernance est devenue l'un des vocables les plus employés dans le champ des relations internationales et de la coopération au développement. Devenue synonyme de réformes gestionnaires, la notion a subi les aléas de ces politiques. Le ministère des Affaires étrangères et européennes a souhaité proposer une vision originale, dépassant le langage et les problématiques convenus du monde du développement et des enceintes internationales. On assiste, en effet, depuis peu à une multiplication de stratégies "gouvernance" qui se veulent novatrices. Le présent ouvrage rassemblant des contributeurs venus d'horizons divers, du Nord comme du Sud, témoigne de ce changement.

Le nouveau processus de décentralisation territoriale en cours en République du Bénin entrera bientôt dans sa phase active, avec l'installation des organes communaux de gestion des affaires locales. Une étape importante sera ainsi amorcée dans l'évolution de cet Etat émergent de la côte ouest africaine. La mise en œuvre du mode de gestion décentralisée des affaires publiques s'y présente avant tout comme le parachèvement du renouveau démocratique enclenché en 1990. Cependant, au-delà des vifs espoirs de démocratie et de progrès économique et social suscités par cette réforme de l'administration territoriale dans le pays, l'accent doit être particulièrement mis sur les nouvelles responsabilités individuelles et collectives qui en découleront logiquement pour les futures communes et leurs habitants. C'est en effet de la conscience partagée de ces responsabilités par tous les citoyens que dépendra l'éclosion d'une véritable synergie des forces et potentialités favorables au développement. Dans ce contexte, la décentralisation apparaît comme une rare opportunité d'engager résolument la notion béninoise dans la voie du développement. Mais

encore faudrait-il faire une bonne appréciation des atouts et des limites de la réforme décentralisatrice afin de déboucher sur sa judicieuse application. Ainsi, c'est à une réflexion critique et prospective que s'est consacrée la présente étude de la réforme de l'organisation de l'administration territoriale au Bénin. Son objectif essentiel est de proposer à tous les acteurs de la vie publique béninoise une démarche multidimensionnelle pour faire de la décentralisation territoriale dans cet Etat africain pauvre du Tiers-Monde, non seulement un instrument politique, mais aussi et surtout un outil de progrès économique, social et culturel. De nos jours, tous les spécialistes du développement sont unanimes à reconnaître les bienfaits de la gestion décentralisée et participative de l'aide. Mais, pour être vraiment efficace et avoir un impact structurel sur les sociétés des pays bénéficiaires, la gestion des politiques d'aide au développement doit nécessairement concilier, en termes pratiques, deux axes stratégiques et méthodologiques d'intervention. Elle doit promouvoir des approches participatives et décentralisées, pour susciter la mobilisation des initiatives et faciliter l'appropriation des programmes par les populations bénéficiaires, tout en assurant la cohérence politique et le caractère intégré des interventions. Comment réussir à mettre en oeuvre des politiques cohérentes et intégrées d'aide au développement gérées de façon participative et décentralisée ayant en même temps un impact structurel significatif sur les pays bénéficiaires ? Voilà l'objet fondamental de ce livre.

La faillite des grands programmes étatiques a mis à la mode le " small is beautiful" du développement local et de la coopération directe entre sociétés civiles du Nord et du Sud. Toutefois à y regarder de près, force est de constater que leurs promesses peuvent être perverties par les modalités de leurs mises en oeuvre. Ainsi, l'analysé anthropologique d'une douzaine de cas met ici en évidence les paradoxes auxquels, faute d'outils adaptés à leur compréhension, se heurtent sur le terrain les acteurs de la coopération française pour un développement local en Afrique: le besoin proclamé de théorie, mais l'impérative urgence de l'action; un objectif d'adéquation aux spécificités socio-culturelles, mais leur méconnaissance; une éthique populiste et démocratique, mais des bureaucraties développementistes propices aux notables et l'ignorance des arcanes politiques locales; l'obsession de la " méthodologie ", mais le recours à des, modalités de fonctionnement stéréotypées, formalistes et procédurières... Cependant, à chaque étape du programme de développement (conception, suivi, évaluation, capitalisation), le recours délibéré à l'expertise indépendante d'une anthropologie de terrain affranchie des impératifs de l'action pourrait contribuer à lever ces difficultés. De manière constructive, cette étude complète donc l'analyse par des propositions pratiques dans ce sens.

Le nouveau processus de décentralisation territoriale en cours en République du Bénin entrera bientôt dans sa phase active, avec l'installation des organes communaux de gestion des affaires locales. Une étape importante sera ainsi amorcée dans l'évolution de cet état émergent de la côte ouest africaine. La mise

en œuvre du mode de gestion décentralisée des affaires publiques s'y présente avant tout comme un parachèvement du renouveau démocratique enclenché en 1990. Cependant, au-delà des vifs espoirs de démocratie et de progrès économique et social suscités par cette réforme de l'administration territoriale dans le pays, l'accent doit être particulièrement mis sur les nouvelles responsabilités individuelles et collectives qui en découleront logiquement pour les futures communes et leurs habitants. C'est en effet de la conscience partagée de ces responsabilités par tous les citoyens que dépendra l'éclosion d'une véritable synergie des forces et potentialités favorables au développement. Dans ce contexte, la décentralisation apparaît comme une rare opportunité d'engager résolument la nation béninoise dans la voie du développement. Mais encore faudrait-il faire une bonne appréciation des atouts et des limites de la réforme décentralisatrice afin de déboucher sur sa judicieuse application. Ainsi, c'est à une réflexion critique et prospective que s'est consacrée la présente étude de la réforme de l'organisation de l'administration territoriale au Bénin. Son objectif essentiel est de proposer à tous les acteurs de la vie publique béninoise une démarche multidimensionnelle pour faire de la décentralisation territoriale dans cet africain pauvre du Tiers-Monde, non seulement un instrument politique, mais aussi et surtout un outil de progrès économique, social et culturel. N'arrive cependant pas à enclencher un processus de développement généralisé : la moitié de sa population vit aujourd'hui encore dans des conditions de grande pauvreté. Ainsi, force est de constater que l'effort de coopération mis en œuvre dans la Convention de Lomé, n'a pas atteint ses objectifs en matière de développement. Enfin, les échecs des modèles politiques de socialisme d'Etat sont encore plus dramatiques. C'est la raison pour laquelle il faut mener une réflexion politique en profondeur visant de nouveaux axes politiques de développement. La voie proposée ici est celle d'une mobilisation concertée, à travers la réalisation de programmes intégrés, d'initiatives au niveau local. Le contexte d'aujourd'hui pose de nouveaux défis aux pays en développement. Ceux-ci peuvent-ils les relever efficacement et, si oui, comment ? Cet ouvrage propose des éléments de réponse et apporte une contribution au nécessaire renouvellement de la réflexion sur les problèmes de développement de ces pays. L'unité des textes rassemblés ici se situe dans une démarche commune fondée sur les notions de territoire et de gouvernance locale. Un livre qui a pour objectif de donner des clés pour la compréhension des dynamiques socio-économiques à l'œuvre aujourd'hui dans ces pays.

[Copyright: c4e96f30b21a6c86c0a16d15ae11de8d](https://www.pdfdrive.com/gestion-decentralisee-du-developpement-economique-au-maroc-p123456789.html)